23
novembre
2004

Loi sur les impôts (LI) (Modification)

Le Grand Conseil du canton de Berne,
sur proposition du Conseil-exécutif,
arrête:

I.

La loi du 21 mai 2000 sur les impôts (LI) est modifiée comme suit:

Restructurations

Art. 22 ¹ Les réserves latentes d'une entreprise de personnes (raison individuelle, société de personnes) ne sont pas imposées lors de restructurations, notamment lors d'une fusion, d'une scission ou d'une transformation, pour autant que cette entreprise reste assujettie à l'impôt en Suisse et que les éléments commerciaux soient repris à leur dernière valeur déterminante pour l'impôt sur le revenu

- a* en cas de transfert de valeurs patrimoniales à une autre entreprise de personnes,
- b* en cas de transfert d'une exploitation ou d'une partie distincte d'exploitation à une personne morale,
- c* en cas d'échange de droits de participation ou de droits sociaux suite à des restructurations au sens de l'article 88, alinéa 1 ou à des concentrations équivalant économiquement à des fusions.

² Les réserves latentes transférées à l'occasion de la restructuration visée à l'alinéa 1, lettre *b* font l'objet d'un rappel d'impôt selon la procédure prévue aux articles 206 à 208 en cas d'aliénation, dans les cinq ans suivant la restructuration, de droits de participation ou de droits sociaux à un prix supérieur à la valeur fiscale du capital propre transféré; la personne morale peut en ce cas faire valoir les réserves latentes correspondantes imposées comme bénéfice. Sont exclues les aliénations entre cohéritiers intervenues à l'occasion d'un partage successoral.

Art. 38 ¹ Sont déduits du revenu

a à *g* inchangées;

h les frais provoqués par la maladie ou les accidents de la personne contribuable ou d'une personne à l'entretien de laquelle elle subvient, pour autant que la personne contribuable supporte elle-même ces frais et que ceux-ci excèdent cinq pour cent des revenus diminués des déductions prévues aux articles 31 à 38;

i les frais liés à un handicap au sens de la loi du 13 décembre 2002 sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (loi sur l'égalité pour les handicapés, LHand)¹⁾ que la personne contribuable supporte elle-même pour son propre handicap ou celui d'une personne à l'entretien de laquelle elle subvient;

k à *m* anciennes lettres *i* à *l*.

² Inchangé.

Art. 44 ¹ Inchangé.

² Pour les personnes contribuable vivant en ménage commun, l'impôt simple s'élève à:

Impôt simple en pour cent	Prestation en capital imposable en francs
0,80 pour les premiers	52 500
1,15 pour les	52 500 suivants
1,45 pour les	105 000 suivants
1,60 pour les	105 000 suivants
1,85 pour les	210 000 suivants
2,25 pour les	315 000 suivants
2,40 pour les	525 000 suivants
2,50 pour le surplus	

³ Pour tous les autres contribuables, l'impôt simple s'élève à:

Impôt simple en pour cent	Prestation en capital imposable en francs
0,80 pour les premiers	26 300
1,05 pour les	26 300 suivants
1,35 pour les	52 500 suivants
1,40 pour les	52 500 suivants
1,60 pour les	105 000 suivants
2,00 pour les	157 500 suivants
2,30 pour les	262 500 suivants
2,40 pour les	525 000 suivants
2,50 pour le surplus	

⁴ à ⁶ Inchangés.

Restructurations

Art. 88 ¹ Les réserves latentes d'une personne morale ne sont pas imposées lors de restructurations, notamment lors d'une fusion, d'une scission ou d'une transformation, pour autant que la personne morale reste assujettie à l'impôt en Suisse et que les éléments com-

¹⁾ RS 151.3

merciaux soient repris à leur dernière valeur déterminante pour l'impôt sur le bénéfice

- a* en cas de transformation en une société de personnes ou en une autre personne morale;
- b* en cas de division ou de séparation de la personne morale se traduisant par le transfert d'une ou plusieurs exploitations ou parties distinctes d'exploitation, à condition que les personnes morales résultant de la scission poursuivent une exploitation ou une partie distincte d'exploitation;
- c* en cas d'échange de droits de participation ou de droits sociaux suite à une restructuration ou à une concentration équivalant économiquement à une fusion;
- d* en cas de transfert, à une société fille suisse, d'exploitations ou de parties distinctes d'exploitation ainsi que d'actifs immobilisés de l'exploitation; il est entendu par société fille une société de capitaux ou une société coopérative dont 20 pour cent au moins du capital-actions ou du capital social appartiennent à la société de capitaux ou à la coopérative transférante.

² Les réserves latentes transférées à une société fille selon l'alinéa 1, lettre *d* font l'objet d'un rappel d'impôt selon la procédure prévue aux articles 206 à 208 si, dans un délai de cinq ans suivant la restructuration, les valeurs patrimoniales, les droits de participation ou les droits sociaux qui lui ont été transférés sont aliénés; dans ce cas, la société fille peut faire valoir les réserves latentes correspondantes imposées comme bénéfice.

³ Les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives suisses qui à la lumière des circonstances du cas d'espèce, sont réunies par la détention de la majorité des voix ou d'une autre manière sous la direction d'une seule et même société de capitaux ou coopérative peuvent transférer entre elles des participations directes ou indirectes d'au moins 20 pour cent du capital-actions ou du capital social d'une autre société de capitaux ou coopérative, des exploitations ou parties distinctes d'exploitation ainsi que des actifs immobilisés de l'exploitation à leur dernière valeur déterminante pour l'impôt sur le bénéfice. Sont réservés

- a* le transfert à une société fille au sens de l'alinéa 1, lettre *d*,
- b* le transfert d'actifs immobilisés de l'exploitation à une société imposée selon les articles 98 ou 99.

⁴ Les réserves latentes transférées dans les conditions prévues à l'alinéa 3 font l'objet d'un rappel d'impôt selon la procédure prévue aux articles 206 à 208 en cas d'aliénation des valeurs patrimoniales transférées ou de disparition de la direction unique par une autre société dans un délai de cinq ans suivant le transfert. La personne morale bénéficiaire peut dans ce cas faire valoir les réserves latentes correspon-

dantes imposées comme bénéfice. Les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives suisses réunies sous la direction d'une seule et même société au moment de la violation du délai de blocage répondent solidairement du rappel d'impôt.

⁵ Les réserves latentes transférées à une société holding ou à une société de domicile dans le cadre d'une restructuration (art. 88, al. 1) ou d'un transfert de patrimoine (art. 88, al. 3) sont fiscalement décomptées, à l'exception des réserves latentes sur des participations (art. 96) ou sur des immeubles. Les réserves latentes sur des participations sont fixées par décision et sont imposées conformément à l'article 98, alinéa 3. Les réserves latentes sur les immeubles sont imposées conformément à l'article 98, alinéas 2 et 4.

⁶ Ancien alinéa 3.

Remplois

Art. 89 ¹ Inchangé.

² En cas de remplacement de participations, les réserves latentes peuvent être reportées sur une nouvelle participation si la participation aliénée représentait 20 pour cent au moins du capital-actions ou du capital social de l'autre société et si la société de capitaux ou la société coopérative l'a détenue pendant au moins un an.

^{3 et 4} Anciens alinéas 2 et 3.

Art. 98 ^{1 et 2} Inchangés.

³ Les réserves latentes sur des participations dont l'imposition a été reportée (art. 88, al. 5) suite à une restructuration (art. 88, al. 1) ou à un transfert de patrimoine (art. 88, al. 3) sont assujetties à l'impôt sur le bénéfice lorsqu'elles sont réalisées dans un délai de dix ans; toutefois, l'impôt sur le bénéfice porte au maximum sur le bénéfice effectivement réalisé ou sur le bénéfice comptable. Les bénéfices en capital et les bénéfices de réévaluation sur les participations au sens de l'article 97, alinéa 4 ne sont imposés qu'à concurrence des amortissements effectués qui ont une incidence au plan fiscal.

⁴ Inchangé.

Art. 133 ¹ L'imposition du gain immobilier est différée

a inchangée;

b «de transformation, de fusion ou de scission» est remplacé par «de restructurations»;

c «de fusion ou de scission» est remplacé par «de restructurations».

² Inchangé.

II.

Les actes législatifs suivants sont modifiés:

1. Loi du 18 mars 1992 concernant les impôts sur les mutations et sur la constitution de gages (LIMG)²⁾

Art. 12 Aucun impôt n'est à acquitter

a à *g* inchangées;

h lors d'une mutation suite à des restructurations d'entreprises de personnes au sens de l'article 22 de la loi du 21 mai 2000 sur les impôts (LI)³⁾ et de personnes morales au sens de l'article 88 LI;

i abrogée;

k abrogée;

l lors d'une mutation suite à des restructurations au sens de l'article 88 LI de fondations de prévoyance en faveur du personnel de la même entreprise ou du même groupe d'entreprises;

m inchangée.

2. Loi du 23 novembre 1999 concernant l'impôt sur les successions et donations (LISD)⁴⁾

Art. 9 Sont exonérées de l'impôt:

a Les libéralités et l'acquisition de fortune pour cause de mort intervenant entre époux;

b les libéralités en faveur des descendants, des enfants placés chez l'auteur des libéralités ou des enfants de son conjoint ainsi que la fortune acquise pour cause de mort par les descendants du défunt ou de la défunte, les enfants placés chez lui ou elle et les enfants de son conjoint. Les enfants placés chez le défunt ou la défunte ou l'auteur des libéralités ne sont exonérés de l'impôt que si le lien nourricier a duré au moins deux ans.

Art. 17 ¹ 10 000 francs sont déductibles des libéralités.

² Inchangé.

³ Abrogé.

Art. 19 ¹ Le montant de l'impôt sur les successions et donations est calculé comme suit:

a abrogée;

b à *d* inchangées.

Libéralités entre
époux et en
faveur des
descendants

²⁾ RSB 215.326.2

³⁾ RSB 661.11

⁴⁾ RSB 662.1

² Les enfants placés durant moins de deux ans chez le défunt ou la défunte ou le donateur ou la donatrice sont imposés conformément à l'alinéa 1, lettre *b*.

III.

Disposition transitoire

Les restructurations (art. 22 et 88) intervenues avant le 1^{er} janvier 2005 sont régies par les dispositions de la loi sur les impôts dans sa teneur du 21 mai 2000.

Entrée en vigueur

La présente modification entre en vigueur comme suit:

- a* rétroactivement au 1^{er} janvier 2005: toutes les modifications à l'exception de celles énoncées à la lettre *b*,
- b* au 1^{er} janvier 2006: chiffre II, chiffre 2 loi du 23 novembre 1999 concernant l'impôt sur les successions et donations (LISD).

Berne, le 23 novembre 2004

Au nom du Grand Conseil,
le président: *Dätwyler*
le chancelier: *Nuspliger*

Extrait du procès-verbal du Conseil-exécutif du 27 avril 2005

Le Conseil-exécutif constate que durant le délai référendaire il n'a pas été fait usage du droit de demander le vote populaire contre la loi sur les impôts (LI) (Modification).

La loi doit être insérée dans le Recueil officiel des lois bernoises.

Certifié exact

Le chancelier: *Nuspliger*